

M. Noble: Comme le gouvernement est à la recherche de programmes créant du travail, le ministre ne pense-t-il pas qu'il serait logique que l'on utilise désormais ses bons offices pour faire progresser les choses?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

L'AGRICULTURE

LE CAS DES PRODUCTEURS LÉSÉS PAR LA SURTAXE AMÉRICAINE

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Je voudrais également poser une question au ministre de l'Agriculture, monsieur l'Orateur. Pourrait-il indiquer à la Chambre où en est son ministère quant à l'étude des effets de la surtaxe américaine de 10 p. 100 sur les produits agricoles canadiens, et s'il a l'intention de faire une déclaration à ce sujet pour nous dire quelle aide serait disponible?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur. Je pense que l'honorable député tirera le plus grand profit de sa lecture de la déclaration que j'ai faite à la Chambre le 7 septembre et de celle que j'ai faite environ trois semaines après.

M. Coates: Comme nous ne sommes plus au mois de septembre, mais au mois d'octobre, et que je pense que le ministre devrait posséder des renseignements détaillés qu'il ne connaissait pas alors, j'aimerais savoir quand il pourra nous faire connaître les mesures que son ministère envisage pour venir en aide à l'agriculture?

L'hon. M. Olson: Oui, monsieur l'Orateur. La Chambre a déjà eu connaissance d'un certain nombre de mesures particulières qui ont été prises dans le cas de quelques produits comme les pommes de terre. La semaine dernière, il y a eu plusieurs réunions à ce sujet entre les premiers ministres de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick; aussitôt qu'on parviendra à s'accorder sur un programme rationnel, celui-ci sera également annoncé à la Chambre.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME DE RECYCLAGE—L'INCLUSION DES CADRES ET DES INTELLECTUELS

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration une question qui est motivée par le rapport disant que les offres d'emplois pour les cadres, les comptables, les ingénieurs et autres membres des professions libérales étaient inférieures, au 30 septembre, de 15 p. 100 par rapport au chiffre de l'année dernière. A la lumière de ces sombres statistiques, le ministre pourrait-il nous dire si le programme de formation et de recyclage au sein des entreprises qui a été annoncé la semaine dernière s'appliquera aux cadres de gestion et au personnel technique spécialisé?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, à ce stade du programme je préfère considérer cette question comme un avis plutôt que d'y répondre maintenant.

M. Macquarrie: Les possibilités d'emploi se raréfiant chaque jour pour les professionnels, les autres personnes

d'un niveau supérieur d'instruction et la main-d'œuvre spécialisée, le gouvernement met-il sur pied un plan de développement industriel, comme l'ont proposé le Conseil des sciences du Canada et d'autres organismes? Si oui, sera-t-il appliqué cet automne?

L'hon. M. Lang: Monsieur l'Orateur, le gouvernement a déjà établi des programmes industriels très importants, et de nombreux plans que mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, a institués visent à ce que le Canada atteigne un haut degré de développement technologique qui permettra d'absorber la main-d'œuvre spécialisée.

* * *

LA POLLUTION

LES GRANDS LACS—LA SIGNATURE DE L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A la suite d'une récente information disant que la signature de l'accord canado-américain sur le nettoyage des Grands lacs sera retardée, pourrait-il nous dire si un tel retard est escompté? Dans ce cas, pour quelle raison?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne puis confirmer qu'un retard se produira. J'ai vu le secrétaire d'État américain Rogers, il y a quelques semaines à New York, et je lui ai demandé de revoir la question, car j'étais préoccupé des conséquences que la récente décision américaine sur l'emploi de détersifs aux États-Unis pourrait avoir sur la bonne marche du programme convenu entre nous. Les États-Unis ne m'ont pas encore fait parvenir une réponse me disant s'il en résulterait quelque délai. J'espère qu'il n'y en aura pas.

M. Harding: Négocie-t-on encore certaines dispositions de l'accord et la réunion sur les normes qualitatives de l'eau, prévue pour 1975, sera-t-elle changée?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, nous espérons que l'objectif ne sera pas changé. L'accord avec les États-Unis est évidemment nécessaire, et je n'ai eu aucun renseignement jusqu'ici indiquant que les États-Unis avaient changé leur objectif. Nous l'envisageons toujours comme un objectif réalisable et, nous l'espérons, acceptable.

* * *

LE BILL RELATIF À LA CONCURRENCE

L'ÉTUDE DE LA MESURE LÉGISLATIVE

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. A la lumière des derniers événements, le ministre ré-étudie-t-il le bill C-256, communément appelé la loi sur la concurrence, et, sinon, pourquoi pas?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je ne le ré-étudie pas. J'ai indiqué à la fin de juin, quand le bill a été présenté en vue de la première lecture, que le gouvernement n'avait pas l'intention de faire adopter cette mesure législative au cours de la présente session, mais qu'il aime-